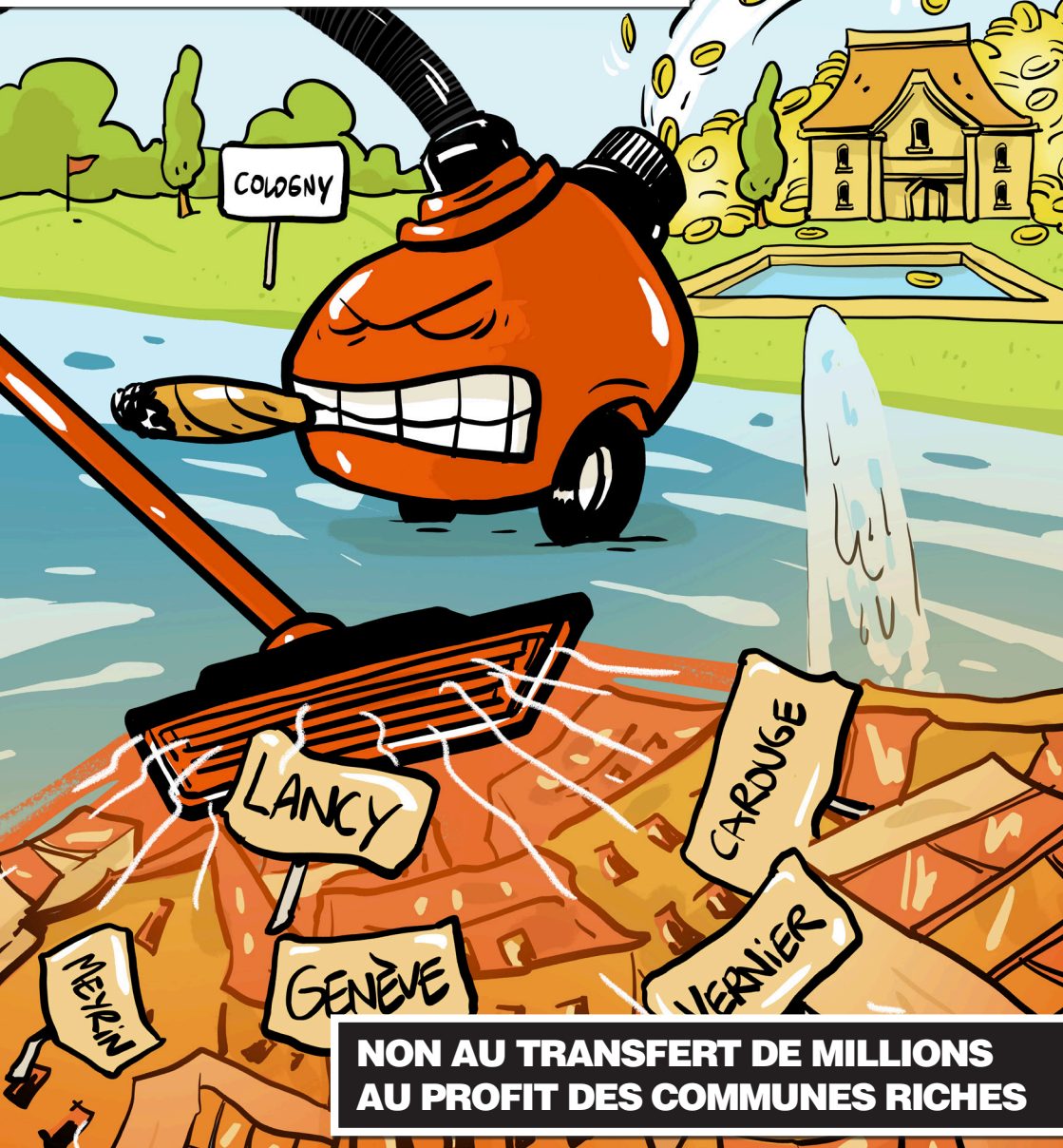


2XNON

J'Y VIS J'Y PAIE



**NON AU TRANSFERT DE MILLIONS
AU PROFIT DES COMMUNES RICHES**

2X NON À « J'Y VIS J'Y PAIE »

L'INITIATIVE EXTRÊME ANTI-VILLES

CETTE INITIATIVE INÉQUITABLE EST UNE ATTAQUE AUX PRESTATIONS PUBLIQUES

A Genève, compte tenu des énormes différences de tailles et de richesses entre les communes, les impôts municipaux sont prélevés en partie au lieu de domicile et en partie au lieu de travail des contribuables. Cela permet un financement équitable des prestations offertes par les communes-centres à tou.tes les résident.es du canton. En effet, les crèches, les écoles primaires, les piscines, les bibliothèques, les terrains de sport, les parcs publics, les théâtres, les salles de spectacles, les routes ou encore la voirie sont financés par les communes urbaines et largement utilisés par des habitant.es résidant dans d'autres communes.

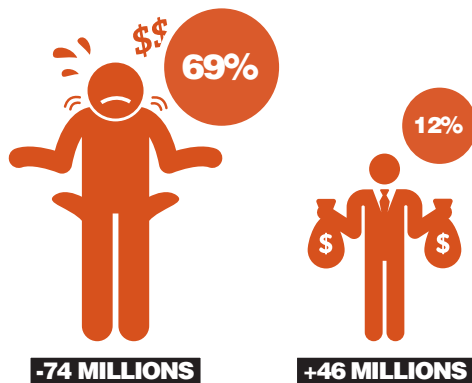
Cette initiative et son contreprojet visent à supprimer l'imposition partielle au lieu de travail, ce qui aurait pour conséquence d'assécher les finances des communes urbaines, au profit des régions les plus fortunées du canton. Elle permettrait d'abaisser encore les impôts des communes favorisées (Vandoeuvres, Cologny, Corsier...) alors que les communes populaires bien plus peuplées (Vernier, Lancy, Carouge, Genève, Meyrin, Versoix) seraient contraintes **soit de réduire leurs prestations, soit d'augmenter leurs impôts.**

NON À UN TRANSFERT DE MILLIONS DES PAUVRES VERS LES RICHES

Cela aggraverait encore les inégalités entre communes, déjà les plus élevées de Suisse : 12% des habitant-es les plus riches verraient leurs impôts diminuer, alors que 70% de la population du canton serait impactée par la baisse ^{1 2}.

1. Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la prise en considération de l'initiative populaire cantonale 187 « j'y vis, j'y paie ! » <https://ge.ch/grandconseil/data/texte/IN00187A.pdf>

2. Statistiques cantonales <https://statistique.ge.ch/communes/welcome.asp>



UNE INITIATIVE DANGEREUSE ET UN CONTREPROJET AVENTUREUX

L'initiative de l'UDC est trop extrême et ne permet pas de rééquilibrer les recettes des communes. C'est ce qui a incité la majorité à ficeler un contreprojet au contenu extrêmement flou, qui ouvrirait une période d'instabilité dans les relations entre communes pour aboutir à un résultat, dans tous les cas, pire que la situation actuelle.

DÉFENDONS NOS VILLES, DÉFENDONS LEURS PRESTATIONS : VOTONS 2 X NON

